



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 08/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société GANS

11-13, bd de la République
33510 Andernos-les-Bains

Références : 26_SEI_DRC_117
Code AIOT : 0003100269

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2025 dans l'établissement Société GANS implanté 11-13, bd de la République 33510 Andernos-les-Bains. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite est réalisée dans le cadre de l'action nationale de libération du foncier industriel, s'agissant d'un site ICPE dont la cessation d'activité a été notifiée avant le 1^{er} juin 2022. Elle a pour vocation de faire un état des lieux, au jour de la visite, de l'avancement de la procédure de cessation d'activité du site, et de pouvoir publier ces informations sur la plateforme Géorisques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société GANS
- 11-13, bd de la République 33510 Andernos-les-Bains
- Code AIOT : 0003100269
- Régime : Néant

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Selon l'annuaire des entreprises, la SARL GANS exerçait une activité de garage d'entretien et de réparation de véhicules automobiles légers avec une activité de station service située au 11 bd de la république, 33510 Andernos Les bains, à l'angle de l'Avenue de la République et du Boulevard de la Mer. La station service était soumise à déclaration au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement. D'après l'annuaire des entreprises consulté en décembre 2025, l'établissement aurait débuté son activité le 01/07/2007 et serait fermé depuis le 05/02/2014. A la fin de l'activité, il était recensé la présence de 4 cuves enterrées de carburants (qui auraient été vidées - courrier du 22/07/2015) et d'un séparateur d'hydrocarbures. Mais au total, depuis le démarrage de l'activité, 7 cuves auraient été installées, réparties sur les parcelles CE398 et CE399.

Par courrier du 22 juillet 2015, le mandataire liquidateur de la SARL GANS, informait l'Inspection que l'exploitant avait cessé définitivement l'activité depuis février 2014 et que la station était mise en vente. L'inspection lui demanda alors de compléter son dossier de cessation d'activité conformément à l'article R512-66-1 du code de l'environnement en précisant les mesures prises pour assurer la mise en sécurité du site.

Par courrier du 26 février 2016, le mandataire liquidateur informait du projet de vente par l'exploitant de ses terrains au promoteur immobilier SAS ALTAE qui serait en charge de mettre en sécurité le site et d'assurer sa réhabilitation par rapport à l'usage souhaité.

Faute de réponse attendue, une mise en demeure a donc été notifiée le 20 janvier 2017 à l'encontre du liquidateur, agissant en sa qualité de mandataire liquidateur de la SARL GANS puis, par courrier du 26 juin 2017 un projet d'arrêté préfectoral de consignation de fonds lui a été notifié pour non respect de la mise en demeure du 20 janvier 2017. Mais le Tribunal de Commerce de Bordeaux a prononcé la clôture (pour insuffisance d'actif) de la liquidation judiciaire de la SARL GANS le 16 mars 2017. L'exploitant était alors considéré comme défaillant et la procédure de cessation d'activité de la station service n'était pas achevée.

La commune d'ANDERNOS LES BAINS a cependant accordé un permis de construire le 15 mai 2017 au promoteur ALTAE sur le terrain de l'ancienne station service sans consulter le service des installations classées. Ce permis a donc été délivré sur l'emprise d'une installation classée en cours de procédure de cessation sans avoir de visibilité sur la compatibilité de ce site avec l'usage d'habitation projeté.

La station-service a été vendue en janvier 2018 à la SAS ALTAE et les travaux ont démarré en suivant.

Suite à une plainte de l'association Écocitoyens du Bassin d'Arcachon portant sur de fortes odeurs d'hydrocarbures lors des travaux de démolition sur le chantier situé sur l'ancienne station service, l'inspection s'est donc rendue sur place le 4 juin 2018 et a pu notamment constater la présence d'hydrocarbures dans un fossé situé à proximité du site ainsi que l'envoi de gravats sur un site situé sur la commune de LANTON, a priori non autorisé à les recevoir. La visite a conclu que les opérations de mise en sécurité de l'ancienne station service n'ont pas été réalisées correctement bien que le promoteur s'était engagé à « mettre en œuvre les mesures de gestion de la pollution au regard du nouvel usage » par courrier d'attestation du 14/02/2017 transmis à l'Inspection. L'exploitant étant considéré défaillant, l'inspection a donc transmis une copie de son rapport aux mairies d'Andernos et de Lanton afin que celles-ci puissent exercer leur pouvoir de police en matière de déchets et de sécurité et salubrité publique.

D'autres plaintes ont suivi le 11/07/2018 par des riverains décrivant de fortes odeurs d'hydrocarbures au niveau d'un fossé public qui borde le boulevard (présences d'hydrocarbures) et précisant « qu'il y avait eu des problèmes lors du démantèlement de la station service et de l'évacuation des cuves qui n'étaient semble-t-il pas vides et qui fuyaient dans le fossé du boulevard ainsi que sur le terrain où va se construire un immeuble ». Suites aux remarques de l'inspection, le constructeur a procédé aux curages des fossés. Il s'agit des dernières informations connues de l'Inspection.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Libération foncier SSP
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cessation d'activité : notification	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-66-1	Sans objet
2	Cessation d'activité : notification	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-66-1	Sans objet
3	Impacts potentiels	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-66-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que l'ancien garage automobile et surtout son ancienne station service avait bien cessé ses activités en 2014 et que le site avait été entièrement réaménagé depuis cette date en vue de la construction de logements et de commerces ouverts en 2020. Cet ancien site sera donc enregistré dans la CASIAS afin de conserver la mémoire. L'exploitant de la station service étant défaillant en 2014, la procédure de cessation n'a pas pu être menée par cet exploitant. Et le site a fait très rapidement l'objet d'une reprise pour la construction de logements et commerces : un permis de construire a été accordé sans consulter le service de l'inspection en 2017 à un promoteur immobilier. Ainsi les mesures de mise en sécurité du site mises en œuvre ne sont pas connues par l'Inspection. Mais, étant donné les informations communiquées à l'inspection au moment des travaux sur l'ancien site (plaintes sur la présence d'hydrocarbures dans les fossés, cuves fuyardes au moment de leur retrait) et celles constatées par l'inspection sur place en juin 2018, notamment sur les conditions de retrait des déchets lors des travaux, Il n'est donc pas exclu que des sources potentielles de pollution soient présentes sur le site, et éventuellement en dehors du site (le milieu eaux souterraines n'a pas été investigué par exemple). Une copie de ce rapport est donc transmise à la mairie d'Andernos les Bains pour information. Une information sur l'historique de ce site sera publiée sur Georisques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité : notification

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-66-1
Thème(s) : Risques chroniques, Notification cessation
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'une installation classée soumise à déclaration est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt un mois au moins avant celui-ci. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

Constats : Par courrier du 22 juillet 2015, le mandataire liquidateur de la SARL GANS, a informé l'inspection que l'exploitant de la station service avait cessé définitivement l'activité depuis février 2014 et que la station était mise en vente.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Cessation d'activité : notification

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-66-1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et la gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
Constats : Lors de la visite, l'inspectrice a constaté que l'ensemble du site avait été réaménagé en logements et en commerces. Excepté la notification de cessation, le liquidateur judiciaire représentant l'exploitant n'a pas mis en œuvre la procédure de cessation d'activité, en particulier la mise en sécurité du site. Cette dernière devait être assurée par le promoteur immobilier qui a obtenu en 2017 un permis de construire sur les parcelles de la station. Suite aux plaintes de riverains du chantier reçues en 2018 et une visite de l'Inspection le 4 juin 2018, l'inspection conclut que la mise en sécurité du site n'a pas été réalisée conformément aux exigences réglementaires. Mais l'exploitant étant défaillant et la construction immobilière n'étant pas une ICPE, l'inspection a donc transmis une copie de son rapport aux mairies d'Andernos et de Lanton afin que celles-ci puissent exercer leurs pouvoirs de police en matière de déchets et de sécurité et salubrité publique.. Cet ancien site sera enregistré dans la CASIAS pour conserver la mémoire de ses activités industrielles et de service. Une copie de ce nouveau rapport est transmise à la mairie d'Andernos les Bains ainsi qu'au Syndic de la Villa NOVEA pour information. Une information sur l'historique de ce site sera également publiée sur Georisques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Impacts potentiels

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-66-1

Thème(s) : Risques chroniques, Intérêts mentionnés au L. 511-1
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...)</p> <p>III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation. Il en informe par écrit le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme évoqué au point de contrôle précédent, suite aux plaintes de riverains du chantier reçues en 2018 et une visite de l'Inspection le 4 juin 2018, l'inspection conclut que la mise en sécurité du site n'a pas été réalisée conformément aux exigences réglementaires. De plus, les plaintes ayant porté sur les odeurs d'hydrocarbures, la présence d'hydrocarbures dans les fossés, il est impossible d'assurer que le site a été reconstruit "dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1". Aucune investigation du milieu eaux souterraines n'avait été réalisée par le promoteur immobilier.</p> <p>Il est donc possible que des sources potentielles de pollution soient présentes sur le site, et éventuellement en dehors du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Annexe photos



11 boulevard de la république le 16/12/2025



11 boulevard de la république en Août, 2012 (source Google Street view)